

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 166, Partie III, Titre III

Déposée par Messieurs : Ernâni Lopes et Manuel Lobo Antunes

Qualité : - Membre et suppléant

1. La coopération judiciaire en matière pénale dans l'Union est fondée sur le principe de reconnaissance mutuelle des jugements et décisions judiciaires et inclut le rapprochement des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres dans les domaines visés au paragraphe 2 et à l'article [III-167].

~~La loi ou la loi-cadre européenne établit les mesures visant à~~ **Le Conseil decidant à l'unanimité, après avoir consulté le Parlement européen, adopte des lois et des lois-cadre visant :**

- a) établir des règles et des procédures visant à assurer la reconnaissance, dans l'ensemble de l'Union, de toutes les formes de jugements et de décisions judiciaires;
- b) prévenir et résoudre les conflits de compétences entre les États membres;
- c) favoriser la formation des magistrats et des personnels de justice;
- d) faciliter la coopération en matière pénale entre les autorités judiciaires ou équivalentes des États membres dans le cadre des poursuites pénales et de l'exécution de décisions.

2. (...)

Explication :

Les questions relatives à la coopération judiciaire en matière pénale relèvent du noyau dur de souveraineté nationale et reflètent les valeurs juridiques et culturelles de chaque peuple. Donc nous considérons que l'unanimité doit être maintenue.